



Ministère du TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

DOSSIER N°1

DOSSIER N° 1
TRAVAIL ET EMPLOI

LE DROIT OPPOSABLE À L'EMPLOI

Par Jacques Nikonoff



La politique de l'emploi du gouvernement, et plus généralement sa politique économique, vont faire passer la France d'une catastrophe sanitaire à une catastrophe économique et sociale majeure. Toutes les vieilles recettes utilisées ces dernières décennies pour « faire la guerre au chômage », qui ont pourtant démontré leur inefficacité malgré des dépenses budgétaires colossales, ressortent des placards poussiéreux de Bercy.

On retrouve ainsi la politique de l'offre fondée sur des subventions et des baisses d'impôts ou de cotisations sociales aux entreprises (surtout les très grandes) dans l'espoir qu'elles investissent et qu'elles soient plus « compétitives » par rapport à leurs concurrentes étrangères. Cette stratégie ne donnera aucun résultat positif en termes d'emplois. C'est facile à comprendre puisque **les mêmes mesures ont déjà été appliquées plusieurs fois, sans résultats significatifs sur la baisse du chômage.**

Par ailleurs, le Gouvernement fait preuve d'une cécité coupable face aux transformations du modèle productif qui se dessinent après la catastrophe sanitaire. **Les esprits ont changé et les modes de consommation commencent déjà à se modifier.** Plusieurs industries vont connaître une diminution structurelle de leur activité, tandis que d'autres secteurs vont se développer. Comment, dans ces conditions, construire un « monde d'après » fondé sur une action radicale en matière d'amélioration de l'environnement et de progrès social ?

Certaines industries ne connaîtront probablement plus jamais la croissance qu'elles ont connu depuis un siècle. Il s'agit de l'aéronautique, de l'automobile, des plastiques, de l'extraction des matières fossiles, du tourisme, de l'agroalimentaire bas de gamme...

Pour éviter le désastre social et économique, trois conditions sont à réunir

Première condition : investir massivement dans la recherche et le développement pour que les industries en déclin structurel puissent se réinventer. Mais se réinventer ne signifie pas trouver de nouvelles astuces, artificielles et de court terme, pour assurer la pérennité du profit pour les actionnaires. Se réinventer signifie mettre les entreprises au service de la société, son environnement et sa population. Il n'est pas certain que les « crétins diplômés » qui squattent les postes de direction générale dans les très grandes entreprises soient capables de penser à autre chose qu'à eux-mêmes. Il faudra probablement pousser très fort pour pratiquer dans le secteur privé le « dégagisme » qui s'est produit dans la sphère politique.

Deuxième condition : tirer toutes les leçons de la catastrophe sanitaire. Le gouvernement est très loin de cet état d'esprit et semble enfermé dans des certitudes dépassées. Les gens de tous les jours, eux, ont parfaitement compris une énorme quantité de choses qu'ils n'imaginaient même pas quelques semaines auparavant. Ils ont découvert que la société ne reposait pas sur les banquiers et les financiers, ni sur les communicants et les publicitaires, encore moins sur les très hauts cadres qui se sont vite mis à l'abris... Non, la société a reposé sur les paysans qui continuaient à produire la subsistance, sur ceux qui la transportaient, la stockaient, la manipulaient dans les entrepôts et les magasins d'alimentation, sur tous les personnels de soins, et ceux qui assuraient la sécurité comme les pompiers et les policiers... On les a appelés les « invisibles ». Tirer toutes les leçons de la catastrophe sanitaire, c'est reconnaître ceux sur qui repose le fonctionnement réel de la société. Il est désormais acquis que la classe dominante et ses représentants dans l'oligarchie politique feront tout pour éviter cette reconnaissance. La question est maintenant de savoir si les « invisibles » se décideront à devenir la nouvelle force propulsive qui fera turbuler notre société.

Troisième condition pour bâtir le « monde d'après » : oser penser hors des sentiers battus pour résoudre les problèmes, et cesser la politique politicienne. Nous allons connaître un déchaînement à partir du mois de septembre, mais déjà les candidats-gourous à la présidentielle se bousculent au portillon. Ils n'ont pas le temps de penser à la société. Faisons-le à leur place et ignorons-les.

Il est nécessaire et même vital, le plus vite possible, de mettre fin au chômage et à la précarité. C'est la base de tout, et il ne faudra pas compter sur les apprentis guide suprême pour trouver des solutions. Bien sûr, les « experts » de tous poils nous expliqueront que c'est utopique ou tout simplement impossible. Ils ne peuvent pas penser autrement que selon leurs schémas sclérosés. Nous devons passer outre, car le droit opposable à l'emploi est nécessaire et possible tout de suite. Il consiste à faire de l'emploi pour chacun un droit réel. Évidemment, ces emplois se trouvent essentiellement dans le secteur non-marchand, là où l'intérêt général domine. Les paresseux et les couards objecteront qu'il n'y a pas d'argent et qu'il n'y a pas de travail. Plaignons-les.

Financer sept millions d'emplois, car tel est le nombre de chômeurs et de précaires qui devront bénéficier du droit opposable à l'emploi, coûtera en moyenne 41 202 euros super-brut par an. La somme à trouver est donc de 288 milliards d'euros la première année. Est-ce un objectif inatteignable ? Non. Le gouvernement, avant la troisième loi de finances rectificative de juillet 2020, avait déjà mobilisés 460 milliards d'euros auxquels viennent donc de s'ajouter 43,5 milliards, soit un total de 503,5 milliards d'euros, le tout avec une très faible efficacité. Si le gouvernement l'avait voulu, il aurait financé l'emploi pour tous.

Par parenthèse, cette somme aurait notamment généré 121,85 Mds€ de cotisations pour les régimes sociaux : dont 59 Mds€ pour la retraite, 19 Mds€ pour la santé, etc. Et ceci chaque année... Les « trous » budgétaires auraient été rapidement comblés, grâce aux cotisations sociales des nouveaux salariés.

Pour accepter de financer l'emploi pour tous, le gouvernement aurait dû changer de conceptions économiques et sociales à 360° et faire un véritable salto arrière. Ce n'est pas arrivé et n'arrivera pas, car la remise en cause nécessaire des idées reçues est impressionnante :

- **Admettre que l'économie doit servir la société**, les citoyens, ceux qui travaillent, l'environnement, à la place des intérêts de la classe dominante.
- Reconnaître que **l'augmentation des salaires est indispensable**.
- Comprendre qu'il faut **prendre des mesures protectionnistes unilatérales et immédiates** pour mener une politique de substitution aux importations, seul moyen de reconstruire l'industrie française et d'y créer à nouveau des emplois.
- Décider avec enthousiasme de passer aux **32 heures de travail par semaine** sans perte de salaire. Les heures perdues par les entreprises seront compensées par des embauches dont la rémunération sera remboursée par le droit opposable à l'emploi.
- **Embaucher des centaines de milliers d'agents** dans les hôpitaux publics, les Ehpad, les écoles, collèges, lycées et universités, dans les associations de protection de l'environnement, dans l'agriculture biologique, dans les circuits courts et l'économie circulaire, dans les services publics...
- **Suspendre l'application des articles des traités européens** qui empêchent de résoudre les problèmes économiques et sociaux en France.
- **Autoriser la Banque de France à accorder des avances à l'État** : pour l'emploi il faudrait au démarrage environ 80 milliards d'euros.
- Calculer combien d'emplois dans le secteur marchand seront créés grâce au financement de sept millions d'emplois dans le secteur non-marchand, car un chômeur de moins, c'est un client de plus pour les entreprises.
- Permettre aux salariés des industries menacées d'éviter toute rupture de continuité professionnelle en bénéficiant du **droit opposable à l'emploi**.
- Résister aux vieilles idées selon lesquelles le Plan serait nuisible. Au contraire, plus que jamais une réflexion de long terme est indispensable.

Bref, il y a déjà beaucoup d'argent mais il est mal utilisé ; et il y a beaucoup de besoins auxquels répondre en créant des emplois. Car ce n'est pas le travail qui manque, c'est l'emploi !

Pour en savoir plus, **lire la feuille de route de Jacques Nikonoff**, ministre du Travail et de l'emploi du Gouv.